

SYNDICAT DE
MONTAGNE LA

LIMOSINE

LE JOURNAL

AUTOMNE 2022
NUMÉRO ZÉRO



* ACCÈS À LA TERRE

* ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS

* DÉFENSE DES FORÊTS VIVANTES

* LOGEMENTS VIDES, ÇA SUFFIT!



LA LUTTE CONTINUE

ÉDITO

Tout le monde aujourd'hui peut sentir qu'« il y a quelque chose qui cloche ». Nul besoin d'être un fin analyste ni un militant convaincu pour réaliser la folie meurtrière du monde actuel.

Chaque dernière saison nous a apporté une calamité. Il y eut au cœur de l'hiver le déclenchement d'une guerre en Europe et depuis, les bombardements, les massacres, l'exil, et même le spectre d'une catastrophe nucléaire. Il y eut un printemps électoral au goût amer. Il y eut ce dernier été au cours duquel nous avons vu les sources baisser, les prairies jaunir, le ciel s'obscurcir des incendies alentour.

Rien n'est à espérer de ceux qui nous gouvernent, bien au contraire.

Alors que le manque d'eau se fait de plus en plus menaçant, l'État prépare des mesures qui déposséderont plus encore les communes des ressources et de leur maîtrise. La souveraineté alimentaire s'avère un enjeu vital (au-delà d'une pénurie presque anecdotique de moutarde, on pourrait cet hiver manquer de pommes de terre suite aux sécheresses de l'année), pourtant les terres agricoles continuent d'être livrées aux bétonneurs. Les installations nucléaires montrent leur fragilité comme jamais auparavant (à cause des difficultés de refroidissement ou de fissures importantes, de nombreux réacteurs, comme à Civaux, sont à l'arrêt), mais de nouvelles centrales, plus gigantesques encore, sont déjà en projet...

Nulle part nous ne sommes à l'abri et nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes pour nous défendre.

Au sein du Syndicat de la montagne limousine, nous nous sommes réunis pour nous organiser. Un « nous » multiple et varié, constitué de celles et ceux qui habitent ici. Qui y ont grandi ou qui y sont arrivés plus tard, qui ont rejoint, qui ont suivi, qui se sont réfugiés, qui sont revenus, qui sont là de passage ou pour toujours. Qui ont leurs brebis sur la lande, leurs morts aux cimetières des villages ou leurs enfants dans les écoles. Nous travaillons pour répondre à nos besoins premiers et défendre ce qui nous est essentiel : l'eau, la forêt, l'agriculture paysanne, l'éducation, le logement, le transport... la solidarité.

Et puisque vous tenez entre vos mains ce journal, bienvenue au Syndicat de la montagne limousine !

QUELLES PERSPECTIVES ?

1 Relocaliser l'usage des ressources du territoire : l'eau, l'énergie, la forêt, l'alimentation.

Se doter des moyens de soustraire aux logiques économiques la gestion et la distribution des ressources de base (régies municipales ou intercommunales, comités d'habitant-es, groupes de travail producteurs-ices-usager-es, réseaux de distribution locaux).

2 Permettre l'accès à la terre et au logement pour toutes et tous.

Créer des structures de rachat de terres en commun.
Faciliter les installations.
Appuyer la mise à disposition des biens vacants...

3 Défendre les infrastructures existantes, se doter des moyens et des services dont ce territoire a besoin

Défendre et renforcer ce qu'il reste de services publics sur le territoire en lien avec les travailleurs et travailleuses du rail, de la poste, de l'hôpital, de l'électricité et de l'éducation.

Appuyer toute démarche des habitant-es visant à se doter des infrastructures et des services communs dont ils et elles ont besoin (distribution des denrées, moyens de communication, énergie, santé, mobilité...).

4 S'organiser face aux violences du système, de l'économie et à l'arbitraire administratif : se défendre.

Maintenir une veille sociale et juridique sur la montagne pour briser l'isolement et réagir comme force collective.

5 Mettre en place un droit d'asile local : il n'y aura pas d'expulsion sur la montagne limousine.

Faire en sorte que nul ne soit forcé de quitter la montagne en raison de son origine, sa couleur, sa religion, son statut légal, son genre ou son orientation sexuelle.

Offrir abri et protection à toute personne dont la sûreté est mise en danger.

6 Mettre un terme, à notre échelle, à la destruction du vivant, des sols et des milieux de vie humains et non humains.

Mieux les connaître pour les protéger.
S'opposer à toute destruction irréversible, transmettre un territoire vivable et vivant.

DES GROUPES THÉMATIQUES NAISSENT, TRAVAILLENT, S'INSCRIVENT DANS LA DURÉE, SE METTENT EN PAUSE SELON L'ACTUALITÉ, RENAISSENT. DE NOUVEAUX SE CRÉENT.

LIENS ET SOINS : COMMENT ACCUEILLIR AU MIEUX ?

Rencontre avec l'une des initiatrices d'un nouveau groupe au sein du Syndicat.

Pourquoi un groupe Liens dans le Syndicat ?

Quelques personnes avaient témoigné d'un besoin émergeant concernant aussi bien l'accueil de nouvelles et de nouveaux arrivant-es, que le maintien des liens entre les individus et les groupes de travail (qu'ils en fassent partie, ou non). Ce besoin s'était exprimé à la suite de la veillée du 3 juin 2022 et des habitant-es de la montagne limousine qui se réunissaient ponctuellement depuis janvier pour discuter des questions de soins et d'oppressions systémiques au sein des collectifs ont saisi cette occasion pour créer le groupe Liens.

Quel rôle le groupe Liens a-t-il joué au camp d'été du Syndicat ?

Le stand tenu par le groupe Liens est apparu central, tout coloré qu'il était. Chacun-e était bienvenu-e pour consulter des brochures, discuter entre habitant-es, s'asseoir et bouquiner, partager des expériences respectives avec le Syndicat, voire parler de ce qui les avait amené-es en Limousin. On a pris des notes, et une boîte à idées et à témoignages était proposée afin d'accueillir les paroles de toutes celles qui souhaitaient s'exprimer de façon anonyme.

L'objectif était de contribuer à

l'accueil des participant-es et à la familiarisation des groupes et du Syndicat. Les accueillant-es qui s'y trouvaient étaient animé-es par l'envie de prendre soin des nouvelles personnes, mais aussi d'améliorer l'orientation des énergies déjà présentes dans le Syndicat, pour que chacun-e y trouve sa place.

Comment peut se construire cette action sur le long terme ?

Le but premier du groupe est de prendre soin des liens tissés entre les personnes, et de réellement tenir compte de leurs besoins, qu'ils participent déjà aux actions du Syndicat, qu'ils veuillent éventuellement le rejoindre ou qu'ils fassent partie d'autres collectifs actifs dans d'autres territoires. Cela semble nécessaire à ses fonda-

teur-ice-s, afin de continuer à agir et faire ensemble... Joyeusement.

« Liens » souhaite compter des participant-es émanant de chacun des autres groupes du Syndicat, et recevoir des témoignages par courriel à liens@syndicat-montagne.org, dans le but d'améliorer la communication intergroupes et le ressenti de chacun-e. Par exemple, quelles sont les attentes en termes d'accords de soin, de médiation, de régulation dans les discussions, etc. L'idée est de participer à ouvrir davantage le Syndicat et d'attirer de nouvelles forces vives.

Vaste programme, donc.

Oui ! C'est pourquoi nous invitons toutes les personnes intéressées par ces questions à nous rejoindre. ■

LE SYNDICAT ET LA FÊTE DE LA MONTAGNE - UNE HISTOIRE COMMUNE

Tout sauf un hasard si le Syndicat a choisi de lancer son journal à l'occasion de la Fête de la Montagne Limousine, à Felletin.

L'histoire n'a pas de début (il y a toujours eu des fêtes sur le plateau et ailleurs !) mais quelques jalons récents. C'est en 2014 que sont rédigées les « propositions pour une plateforme commune de la montagne limousine ». Viendront ensuite les Comités Montagne puis, en 2015, la première fête de la Montagne, à Tarnac. Elle sera suivie chaque année (sauf en 2020) d'une fête itinérante le dernier week-end de septembre.

C'est lors de l'édition 2018, à Lacelle, que le projet de Syndicat est mis en discussion. Télé Millevaches diffusera les deux heures de débats.

Il faudra encore un an de travaux pour préciser en 6 points les perspectives du Syndicat et les principes de fonctionnement, validés par une Assemblée générale constitutive le 3 novembre 2019 à Peyrelevalde. ■



BIENS VACANTS

À FAUX-LA-MONTAGNE, UNE COMMISSION D'HABITANT·ES POUR REMÉDIER AU MANQUE DE LOGEMENTS

Faux-la-Montagne a le vent en poupe avec son école, sa crèche, ses nombreuses associations culturelles... La demande d'installation est forte : des retraités veulent revenir, des jeunes veulent s'installer, de nouveaux habitants arrivent, des étudiants et stagiaires passent quelques mois... Mais les logements disponibles manquent et une maison sur deux est fermée. Il faut donc réfléchir pour accueillir... La commune s'est dotée d'une commission logement qui regroupe des habitants très divers. Celle-ci n'a aucun pouvoir de décision mais permet des échanges et une réflexion partagée à partir de différents points de vue, elle est la trace de l'assemblée des habitants qui avait commencé à accompagner les élus par une mobilisation plus large que le seul conseil municipal.

maison familiale en passant par le logement adapté aux personnes âgées isolées. Divers projets peuvent être imaginés : encourager la vente de terrains constructibles, agrandir l'éco-quartier, revitaliser les villages, favoriser l'éco-construction, etc.

... et rendre accessible l'existant

La commission logement a commencé par recenser les logements inoccupés dans le bourg (elle s'attelle maintenant aux villages de la commune) en cherchant à savoir si les propriétaires avaient un projet pour leur bâtiment, s'ils avaient besoin d'aide ou de conseils pour rouvrir davantage leurs maisons, s'ils connaissaient les subventions possibles. Quelques-uns de ces propriétaires sollicités par la



La Maison Blanche en angle au centre de la photo, plus personne ne peut la voir. Les propriétaires de cette maison l'ont laissée à l'abandon jusqu'à ce qu'il faille l'abattre. Et pourtant, il s'agissait d'une belle maison de granit, en centre bourg, qui aurait pu être utilisée plusieurs siècles...

mairie ont répondu et il s'avère que certaines maisons sont susceptibles d'être mises en vente ou en location. D'autres biens, à l'abandon depuis des décennies, ont pu être rachetés pour étoffer l'offre locative privée.

Beaucoup de propriétaires sont très attachés à leurs biens même s'ils n'y viennent que très peu, ils pensent parfois revenir pour leur retraite et envisagent difficile-

ment de vendre ou louer. Ils commencent pourtant à comprendre que cette situation pèse sur l'ambiance du bourg mais le changement est long et difficile. Aidée par l'Arban, une coopérative qui intervient pour aider à l'auto-réhabilitation mais aussi accompagner les réflexions sur l'urbanisme rural, la commission logement de Faux-la-Montagne poursuit ce patient travail de persuasion et d'accompagnement. ■

Penser de nouveaux projets...

Une politique de logement doit pouvoir offrir de multiples possibilités, afin de permettre à tous, sans distinction d'origine, de se loger, seul ou à plusieurs, de la chambre en colocation pour le stagiaire à la construction d'une

« BEAUCOUP DE PROPRIÉTAIRES SONT TRÈS ATTACHÉS À LEURS BIENS MÊME S'ILS N'Y VIENNENT QUE TRÈS PEU, ILS PENSENT PARFOIS REVENIR POUR LEUR RETRAITE. »

ÉDITÉE PAR LE SYNDICAT, UNE BROCHURE POUR AGIR

Intitulée « Logements vides, ça suffit ! » une brochure présente sur 44 pages un état des lieux cartographié, à l'échelle communale, de la situation du logement sur le plateau de Millevaches.

Après avoir décrit ce qu'il en est des résidences principales (52 % du parc immobilier total du Plateau) et des résidences secondaires (37 %), cette publication se penche sur les 11 % de logements vacants.

Elle propose diverses procédures juridiques qui permettent aux communes de récupérer certains d'entre

eux : biens sans maître, abandon manifeste, utilité publique, occupation, récupération de terres agricoles. Chacun de ces dispositifs, et en particulier les deux premiers, est décrit en détail. Il existe en effet toute une réglementation qui, sans remettre en cause les fondements du droit de propriété, ouvre la possibilité, pour les communes, de remettre en vie un patrimoine en déshérence. Ces dispositifs sont à la disposition de qui veut récupérer des biens vacants dans sa commune. Certaines conditions précises sont à respecter. Mais le résultat peut être au bout de la manœuvre : rendre au bénéfice de la collectivité ou

d'individus qui souhaitent s'installer, des biens qui jusqu'alors végétaient sans utilisation.

Envoyée en plusieurs exemplaires à toutes les mairies et toutes les intercommunalités du Plateau, cette brochure se veut un outil au service des élu·es et des habitant·es pour prendre à bras-le-corps le problème des logements vides. Dans quelques (encore trop rares) communes, le sujet a fait l'objet de démarches suite à cette publication, comme à Felletin, à La Villedieu ou à Faux-la-Montagne (voir ci-dessus).



La brochure n'est malheureusement plus disponible au format papier. Elle est accessible en ligne sur le site : syndicat-montagne.org, rubrique : nos publications

MOBILITÉ

UN GROUPE DE TRAVAIL POUR DÉVELOPPER DES ALTERNATIVES À LA VOITURE INDIVIDUELLE



Les travaux du groupe Mobilité partent d'un constat simple : l'immense majorité de nos déplacements du quotidien sont réalisés en voiture ; la voiture représente un coût économique et écologique dont le caractère insoutenable nous apparaît de plus en plus évident ; cette mobilité est inaccessible à de nombreuses personnes.

Le groupe Mobilité veut développer les alternatives au tout-voiture afin d'améliorer la mobilité sur le plateau, notamment par le développement des transports collectifs ou du vélo.

La création de cartes qui permettent de voir en un coup d'œil l'offre de transports publics (bus, train, transport à la demande) à l'échelle du territoire a été sa première réalisation. Elles sont désormais disponibles sous la forme d'un dépliant illustrant les possibilités pour chaque jour de la semaine (ci-contre, exemple pour le lundi).

Dans un deuxième temps, des tableaux des trajets réguliers effectués en voiture depuis chaque commune ont été créés et mis en libre accès afin de faciliter le covoiturage.

Le groupe Mobilité travaille également sur un projet d'auto-école associative. On en reparlera.

FORÊTS

PLUSIEURS PLAINTES CONTRE UNE COUPE RASE

Fin mai les sources de la Vienne étaient saccagées par une nouvelle coupe rase de 3 hectares de feuillus.

Le site naturel protégé était pourtant classé Natura 2000 et avait fait l'objet de préconisations strictes de la part du Parc naturel régional de Millevaches. Elles n'ont pas été respectées et les conséquences du chantier sont irréversibles : un affluent de la Vienne a été bouché et la ripisylve (végétation sur les rives) durablement détériorée.

Colère et détermination

À l'appel du Syndicat et de son groupe Forêt, 150 à 200 personnes se sont rassemblées le 10 juillet en Nord Corrèze à proximité de la zone saccagée pour protester et s'informer. L'outil VigieFeuillus a été

présenté à cette occasion (voir ci-dessous). L'affaire n'en restera pas là. Quatre plaintes ont d'ores et déjà été déposées auprès du procureur de la République. L'une par le CEN (Conservatoire d'espaces naturels) du Limousin, deux autres par les associations Corrèze environnement et Sources et Rivières du Limousin, la quatrième enfin par un particulier, habitant du plateau de Millevaches.

Pour des forêts vivantes

Le groupe Forêt souhaitait que la journée du 10 juillet se poursuive sur une note plus positive. Ce fut l'après-midi, en Sud Creuse cette fois, pour visiter une parcelle de forêt mélangée, gérée en couvert continu. Avec la participation du propriétaire, d'un enseignant forestier, d'un habitant bûcheron et en présence de Catherine Couturier, nouvelle députée de la Creuse.



Photo SML

Dimanche 10 juillet, à l'appel du Syndicat, une « journée pour la sauvegarde de nos forêts de feuillus » en deux temps : entre coupe rase et forêt vivante.

Loin de la brutalité et du dogmatisme des fanatiques de la coupe rase, ici place à l'observation, à l'expérimentation, à la discussion, et surtout à une certaine humilité face à la nature. La forêt sera notre alliée pour ré-

pondre aux défis climatiques et énergétiques. À condition de ne pas y faire n'importe quoi. ■

Contact : foret@syndicat-montagne.org

VIGIEFEUILLUS : UN OUTIL COLLABORATIF ET PRÉVENTIF

Un nouveau dispositif présenté le 10 juillet lors de la journée pour la sauvegarde des forêts de feuillus.

L'objectif de cet outil, actuellement en phase de test, est de créer un réseau d'habitantes conscientes des enjeux liés à la sauvegarde des forêts de feuillus. Les feuillus permettent d'abriter la biodiversité, de stocker l'eau dans le sol et les nappes phréatiques et de faciliter l'évaporation de l'eau dans l'atmosphère. Cette évaporation favorise le déplacement des nuages des zones côtières vers les zones continentales. Les feuillus aident aussi à la régulation du climat en emprisonnant le dioxyde de carbone (CO₂), atténuent les effets des inondations et des tem-

pêtes. Ainsi ces forêts vivantes influencent notre santé et celle de notre environnement.

Sur le territoire de la montagne limousine, les feuillus représentent environ 50 % des forêts et constituent un enjeu majeur sur les plans écologiques, sociaux, touristiques et économiques. Des coupes rases comme celles de Truffly à Faux-la-Montagne ou des sources de la Vienne sont des catastrophes qui ne doivent pas se reproduire.

Informez et intervenez

VigieFeuillus permet à chacune et chacun d'entre nous d'informer et d'être informés des coupes de parcelles de feuillus récentes mais surtout de celles qui sont en cours ou à venir. Il est alors possible d'intervenir auprès des propriétaires pour discuter avec eux, tenter de les sensibiliser à d'autres

modèles de gestion et leur proposer des solutions alternatives. Une évolution des pratiques forestières dans l'intérêt des écosystèmes mais aussi dans celui des propriétaires eux-mêmes.

Le groupe Forêt espère que cette initiative se reproduira ailleurs, car ce modèle pourrait être appliqué partout en France. Certain-es se sont déjà montrés intéressés pour le mettre en place en Bretagne. ■

VigieFeuillus a été développé par le groupe Forêts en lien avec une équipe de cartographes.

Sa notice d'utilisation est disponible sur le site du Syndicat :

syndicat-montagne.org/vigiefeuillus-outil-collaboratif-de-sauvegarde-des-forets-de-feuillus/

À suivre

HAUT LES CIMES

L'association Haut les cimes a été créée en 2021 dans l'objectif d'acquiescer des parcelles forestières pour recréer des forêts d'habitants dans l'esprit des sectionaux. En lien avec le volet formation du groupe Forêt du Syndicat de la montagne limousine, elle mènera des actions d'initiation à la sylviculture douce, de transmission de savoir-faire dans la coupe de bois ainsi que des actions de recherche et de sensibilisation à l'écologie des milieux forestiers. Plusieurs parcelles sont en cours d'acquisition.

Pour participer à l'aventure : hautlescimes@riseup.net

Le Grand Loto de la forêt

Organisé avec Fossile futur en soutien à Haut les Cimes, le Grand Loto de la forêt aura lieu le 9 octobre à la salle des fêtes de Meymac. Nombreux lots en rapport avec les forêts.

ENTRAIDE

TROIS JOURS AUTOUR DES SOUFFRANCES PSYCHIQUES

Une rencontre organisée du 14 au 16 octobre à Faux-la-Montagne par le Groupe d'entraide et de soutien psychologique du Syndicat.

Le groupe existe depuis plus de dix ans sur la montagne limousine. Il accompagne celles et ceux qui le sollicitent dans des moments moralement difficiles, notamment en les aidant à mobiliser du soutien : soins médicaux et thérapeutiques, gardes d'enfants, repas, déplacements, relations sociales, reprise d'activités, etc. Du 14 au 16 octobre, à Faux-la-Montagne, nous invitons toutes celles et ceux qui se sentent concernés par les souffrances psychiques. Une première journée, à destination de groupes constitués ou en devenir, sera consacrée aux questions concrètes que posent l'entraide et le soutien.

Deux autres journées publiques mêleront plénières, ateliers, petits et grands groupes, conférences, échanges de pratiques, etc.

En questionnement : **Qu'est-ce qui fait soin ? Pourquoi ? Comment ? Depuis quels endroits et avec quels gestes ? Pourquoi et comment s'organiser face à la déliquescence de la psychiatrie publique (dedans ? dehors ? au milieu ? ailleurs ?) On y parlera, entre autres, de situations extrêmes (violences, crises, traumas), de la diversité des approches, méthodes, statuts, postures et lieux de soin, des violences idéologiques, institutionnelles, communautaires.**

Pour organiser cette seconde édition le groupe s'associe aux « Ateliers soinssoin » de la ZAD de Notre-Dames-des-Landes, en lien avec d'autres personnes, collectifs, équipes, services, soignants, soignées. ■

LE GROUPE D'ENTRAIDE ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Comme certain-es d'entre nous venaient déjà en aide à des ami-es pour effectuer des démarches administratives, nous avons estimé qu'il y avait un besoin sur le territoire et qu'un groupe pourrait s'en charger.

Un groupe d'entraide

Le groupe a donc été créé au printemps 2019. « Entraide », parce que nous ne voulions pas apparaître comme des sauveurs ou des sauveuses mais plutôt aider les personnes à faire elles-mêmes la bonne démarche en cherchant avec elles la meilleure stratégie. Nous souhaitons aussi qu'elles puissent nous renvoyer le résultat de leur démarche et enrichir ainsi nos expériences. Dans les faits, nous avons été amenés à prendre nous-mêmes le téléphone dans des situations

administratives bloquées et nous avons pu ainsi constater que la simple intervention d'une tierce personne, même anonyme, faisait des miracles !

Diversifier les lieux

Nous avons commencé par deux permanences par mois à la Renouée, à Gentioux. Nous étions au moins deux, pour pouvoir accueillir plusieurs personnes en même temps, ou pour nous concerter sur les réponses à apporter. Puis nous avons pensé que nous devrions disposer de lieux plus officiels. En effet, si certaines personnes répugnent à se rendre dans des lieux administratifs, d'autres répugnent à se rendre dans des lieux un peu marqués idéologiquement. Nous avons donc contacté des mairies. C'est ainsi que la mairie de Royère-de-Vassivière nous a



Programme et infos pratiques des rencontres sur le site du Syndicat. Pensez à informer de votre venue, en écrivant à : 3joursautour@millevaches.net Pour rejoindre le groupe : Tél. : 06 26 17 23 47 Mail : groupedentraideetdesoutienpsy@ilico.org

accueillies d'abord dans la salle du Conseil, puis à la médiathèque. À Tarnac c'est l'association PTT qui nous ouvre son espace Cybercafé.

4 ou 5 permanences par mois

Nous assurons maintenant une permanence **les vendredis de 9h30 à 12h** :

- ♦ le premier de chaque mois à la Renouée à Gentioux,
- ♦ le deuxième à la médiathèque de Royère,
- ♦ le troisième à PTT à Tarnac.

Et **un jeudi sur deux**, de 9h30 à 12h, à Peyrat-le-château dans une salle au-dessus de la brasserie Barbenulle.

Il n'est nul besoin de prendre rendez-vous pour venir aux permanences bien qu'il soit quelquefois utile de nous informer au préalable

du problème qu'il faudra traiter. Des rendez-vous sont possibles ailleurs en nous en faisant la demande par téléphone.

Soucis administratifs aussi bien que juridiques

Nous tâchons d'aider à trouver des solutions aussi bien dans les rapports avec l'administration ou avec des organismes type assurances, que dans des soucis avec la Justice. Quand nous ne pouvons rien faire, nous vous orientons vers des avocats en exercice. En revanche, nous ne nous occupons pas de différends entre particuliers. En bref, l'idée est de ne laisser personne isolée avec ses soucis administratifs ou juridiques ! ■

Tél./WhatsApp : 07 84 51 14 75
Mail : groupejuridiquedelamontagne@riseup.net

EXILÉ·ES

S'ORGANISER POUR L'ACCUEIL DES EXILÉ·ES

Hébergement, activités, accompagnement, régularisation... Quels sont les meilleurs outils pour répondre à ces objectifs? Voyage d'études et pistes concrètes.

En 2016, le gouvernement français décide de détruire les camps de fortune de Calais dans lesquels des milliers d'exilé.e.s sont bloqués, survivant dans la plus grande précarité avec le fragile espoir d'une traversée vers le Royaume-Uni. Pour disperser les personnes expulsées de Calais, l'État ouvre des centres d'hébergement à travers tout le pays, et jusque sur la montagne limousine, notamment à Eymoutiers, Peyrelevade et Peyrat-le-château.

Depuis 2016, la montagne limousine mobilisée...

Dans le même temps des habitant.e.s s'organisent localement pour venir en aide à celles et ceux qui restent en situation irrégulière, isolés et démunis. À Eymoutiers, Faux-la-Montagne, Felletin, Peyrat-le-château, Peyrelevade, Royère-de-Vassivière et Tarnac, plusieurs associations se constituent. Au sein du groupe Exilé-es du Syndicat, elles partagent leurs expériences et réfléchissent à un projet commun : monter une struc-

ture à l'échelle du territoire pour améliorer et consolider l'accueil. Une piste se dessine : créer un OACAS (voir encadré).

Ce à quoi réfléchit le groupe Exilé-es est la création d'un OACAS diffus sur l'ensemble de la montagne limousine : une entité qui réunirait les lieux d'hébergement déjà existants et les associations proposant des activités comme la cuisine, l'agriculture, la boulangerie, la ressourcerie, la menuiserie, etc. Un tel projet est possible avec le soutien du Syndicat dans son ensemble et la mobilisation des groupes potentiellement concernés : entraide juridique, mobilité, agriculture, soutien psy, etc.

Rejoindre Emmaüs ?

Hiver 1954, des sans-logis meurent de froid dans les rues de France. L'abbé Pierre lance un appel à la solidarité pour venir en aide aux plus démunis. Depuis lors, des communautés ont vu le jour dans toute la France et au-delà, dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie



Un fast-food populaire, une conserverie, une production autonome de méthane... Les projets ne manquent pas à Marseille dans l'ancien Mc Do récupéré par ses salariés.

et d'Amérique du Sud. En 1969, le manifeste universel du mouvement Emmaüs proclame en substance : « Notre but est d'agir pour que chaque homme, chaque société, chaque nation puisse vivre, s'affirmer et s'accomplir dans l'échange et le partage, ainsi que dans une égale dignité. Notre méthode consiste à créer, soutenir, animer des milieux dans lesquels tous, se sentant libres et respectés, puissent répondre à leurs propres besoins et s'entraider. »

Rejoindre le mouvement Emmaüs, c'est bien sûr partager ces valeurs et ces objectifs. C'est aussi bénéficier d'un appui matériel pour développer les possibilités d'accueil, de formation et pouvoir compter sur un large soutien populaire. Au sein du groupe Exilé-es, les débats sont encore en cours : un OACAS ? Si oui, un OACAS au sein de la fédération Emmaüs ? Après plusieurs mois de réflexions, la décision devrait être prise cet automne.

Mai 2022, un voyage d'études dans le Sud-est de la France

En mai dernier une quinzaine de membres du groupe Exilé-es est allée à la rencontre de différentes structures d'accueil en France. Une joyeuse expédition jusque dans la vallée de la Roya (où une ferme des Alpes maritimes a rejoint le réseau Emmaüs), avec notamment des étapes aux Restos du cœur Vogue la galère (Aubagne), au Mas de Granier (une coopérative Longo maï des Bouches-du-Rhône), à l'Après M (à Marseille, un ancien Mc Do récupéré par les salariés)... Au-delà des contextes propres à chaque situation locale, on retrouve les mêmes objectifs : offrir

un accueil digne, accompagner les personnes face aux difficultés administratives et souffrances psychiques, proposer des activités et formations émancipatrices, favoriser les chances de régularisation des exilé.e.s. Et pour toutes et tous, d'où que nous soyons, de quelque côté de la frontière que le hasard nous ait jeté-es, éprouver l'universalité de notre fragile condition humaine comme la force de notre solidarité. ■

Contact : exilees@syndicat-montagne.org

Une délégation du groupe Exilé-es en visite dans la nouvelle communauté Emmaüs de la vallée de la Roya (06)



UN FESTIVAL DE SOUTIEN ET DES RENCONTRES INTERNATIONALES

Dans le bourg de Tarnac, la Maison aux Volets Rouges accueille depuis 2017 des personnes sans-papiers. Début août, un festival s'est tenu sur la ferme du Goutailoux pour récolter des fonds. Trois journées aussi de rencontres et de discussions : en mêlant le français à l'arabe, l'anglais, l'allemand, l'ukrainien, nous étions des centaines à mettre nos luttes en partage.

Une première journée, organisée par le groupe Exilé-es, a réuni une dizaine d'associations de villes et campagnes de France qui s'organisent pour l'accueil des exilé-es. L'occasion de dessiner des pistes pour l'avenir : mettre en réseau divers lieux autour d'une charte commune, intensifier les liens avec le monde paysan et faire savoir aux migrant-es, qui se retrouvent souvent « coincé-es » en ville, que **l'hospitalité existe bel et bien dans les campagnes**. De prochains rendez-vous sont déjà pris afin de poursuivre ce travail en commun, se soutenir et continuer la lutte politique. Durant une seconde journée, des exilées syriennes, des représen-

tants des comités de résistance soudanais, une chercheuse spécialiste de l'Ukraine, se sont retrouvées autour d'une question centrale : **quel internationalisme voulons-nous défendre ?** Car nous ne concevons pas l'accueil d'un point de vue strictement humanitaire et charitable. Au-delà de défendre le principe fondamental de liberté de circulation, ce qui nous anime est aussi de tisser des liens de réelle solidarité politique. Partager nos expériences d'auto-organisation populaire, c'est nous défaire du sentiment d'isolement et d'impuissance : partout les peuples s'insurgent et s'organisent. Au téléphone avec nous depuis le Soudan, un membre de



la résistance insistait sur l'importance de ce partage : « **S'unir et apprendre les uns des autres, c'est essentiel pour gagner du temps et perdre moins...** »

S'organiser face à la répression. C'était le thème du troisième jour d'échanges qui a réuni différents comités de soutien : avocats de résistants soudanais, camarades

menacé-es par la Justice italienne qui s'acharne depuis des décennies à poursuivre des militant-es pour leurs activités politiques passées... Le comité 15 juin était bien sûr présent, réclamant toujours justice et liberté pour les personnes arrêtées dans la région limousine l'été dernier et soumises depuis à l'arbitraire de contrôles judiciaires qui dévastent leurs vies. ■

OACAS, UNE ENTITÉ JURIDIQUE COMME UN OUTIL POSSIBLE

Organisme d'Accueil Communautaire et d'Activités Solidaires. Les structures qui bénéficient de cet agrément peuvent accueillir toute personne, quelle que soit sa situation administrative. Elles s'engagent à :

- ♦ proposer une forme de vie communautaire : temps partagés, repas en commun, etc.
- ♦ offrir des activités liées à l'économie sociale et solidaire : ressourcerie, agriculture, artisanat, etc.
- ♦ accompagner les personnes accueillies : aide aux démarches administratives, apprentissage du français, soutien psychologique, etc.

Même si n'existe pas d'obligation légale, certains OACAS (notamment les communautés Emmaüs) versent une

allocation communautaire d'environ 360 euros par mois et cotisent à l'Urssaf.

L'agrément OACAS (élaboré en 2008) a été taillé sur mesure pour les communautés Emmaüs (rejoindre le réseau Emmaüs y donne automatiquement accès) mais il n'est pas spécifiquement réservé à celles-ci. Une structure autonome peut devenir OACAS en faisant une demande directement auprès de la préfecture.

Après 3 années de séjour dans un OACAS, les résident-es peuvent déposer une demande de régularisation. L'obtention d'un titre de séjour n'est pas automatique et dépend toujours du bon vouloir des préfets, mais le séjour en OACAS est un atout majeur dans le processus.

AGRICULTURE

FONCIER AGRICOLE : C'EST MAINTENANT OU JAMAIS !

Une nouvelle « crise » s'annonce. La terre agricole, celle qui est dédiée à produire notre nourriture et celles de nos bêtes, va connaître un nouveau seuil de déprise dans les mois et années qui viennent. L'enjeu est vital : empêcher l'accaparement des terres projeté par la finance et l'industrie, s'organiser pour une réelle autonomie alimentaire, reprendre le chemin des champs.

Selon les statistiques du ministère ce sont près de 50 % des agriculteurs et agricultrices aujourd'hui en activité qui partiront à la retraite dans moins de 10 ans et n'auront pour leur vaste majorité, personne pour les remplacer.

De la paysannerie à l'agriculture industrielle : histoire d'une dépossession

Voilà un siècle que les campagnes n'ont cessé de se vider de leurs habitant-es et de toutes celles et ceux qui avaient une participation directe à la subsistance générale. Un mouvement massif d'arrachement des humains à leurs conditions même d'existence, qui a entraîné l'explosion des centres urbains et la dislocation des tissus sociaux ruraux.

L'industrialisation de l'agriculture, avec le bond technologique de l'après seconde guerre mondiale, avait constitué un premier bouleversement des conditions de vie dans les campagnes et permis de compenser la perte des bras de celles et ceux parti-es travailler dans les usines. Cette mécanisation du travail n'a eu de cesse d'accélérer la spécialisation de l'agriculture et le départ de générations de paysans et paysannes vers les nouvelles activités productives créées par le progrès technique.

Seulement voilà, au terme de cette nouvelle vague de départ, si rien n'est fait, l'industrialisation et la financiarisation de la production agricole seront définitivement entérinées. Nous aurons perdu cette faculté essentielle, celle de

nous nourrir en dehors d'un complexe système industriel, technologique et commercial aux mains de grands groupes financiers.

Cette ultime phase de dépossession de nos existences arrive à bas bruit, une grosse partie du monde paysan voit sa fin arriver avec fatalisme dans l'indifférence quasi générale. Des consommateurs soucieux de la planète et de leur santé achètent du bio « industriel » dans les supermarchés en rendant les agriculteurs désormais responsables, sans distinction ou presque, du désastre

écologique. Il y a « une crise des vocations agricoles »... On aurait été surpris qu'un siècle de mépris organisé mène à autre chose que ça !

Des moyens d'action à notre portée

Bref, nous voilà face à des choix stratégiques vitaux. Nous sommes toutes et tous bien impuissant-es quand nous considérons ce problème dans sa globalité. Même en imaginant, hypothèse utopique, qu'un ministre de l'agriculture s'attache à inverser la tendance, il est tout à fait vain d'imaginer une politique publique suffisamment rapide et massive pour y parvenir. D'autant qu'aucun des acteurs composant aujourd'hui la filière agroalimentaire n'y a le moindre intérêt. Que reste-t-il alors ?

Plusieurs gestes sont à notre portée, aucun ne nous assure de gagner, mais il faut bien faire des

gestes audacieux. Au-delà de l'action syndicale menée par les paysans et les paysannes de la Confédération paysanne, des techniciens et techniciennes des ADEAR (Association pour le développement de l'emploi agricole et rural), des politiques de rachat de terres de la foncière Terre de Liens, de nouveaux gestes commencent à s'élaborer.

Désarmer l'ennemi

Le premier de ces gestes est de prolonger la mise en lumière des agissements des accapareurs de la terre agricole et des filières agro-industrielles en mettant en œuvre une contre-attaque pratique. C'est ce que tente le tout récent mouvement des Soulèvements de la Terre. Cette plate-forme d'action et de mise en lien, lancée il y a un an, a déjà réussi de beaux coups d'éclat en unissant de nombreuses forces : des actions contre l'artificialisation des sols par les

géants du béton, contre la spéculation foncière, et de manière plus massive ces derniers mois contre l'accaparement de l'eau dans le Marais Poitevin (lutte contre les méga-bassines, voir page 14). L'idée est de ne plus se contenter d'actions purement symboliques ou revendicatives mais de porter des coups réels, de – littéralement – désarmer les accapareurs.

Créer une foncière agricole pour laisser la terre aux paysans

Le second de ces gestes est celui qui consiste à mettre dès aujourd'hui le pied dans la porte de la question de la propriété de la terre agricole. La plupart des fermes dont les exploitants vont bientôt partir à la retraite risquent de se retrouver sans personne pour les reprendre. Après des années d'investissements et d'agrandissements à coups d'emprunts bancaires, elles sont devenues inaccessibles à celles et ceux qui veulent s'installer en agriculture paysanne. Si rien n'est fait, c'est toute la question alimentaire qui va nous échapper au profit de



Il n'y a pas que des limousines sur le plateau ! Les vaches highland sont particulièrement adaptées aux landes et tourbières.

nécessaire à racheter ou contractualiser les terres qui vont se retrouver sans mains pour les travailler. Les racheter pour pouvoir les mettre à disposition de celles et ceux qui voudront reprendre le chemin des champs et d'une agriculture désindustrialisée, plus autonome de la finance, et peut-être surtout du pétrole (voir encadré).

Vous l'aurez compris il ne s'agit plus ni de « nourrir le monde » comme le répétait le lobby agricole industriel dans les années quarante-vingt, ni de préserver l'environnement ou les paysages, mais de prendre en main ici et maintenant la question de comment se nourrir dans des villages habités, dans un milieu suffisamment riche et diversifié pour survivre au chaos climatique dont plus personne ne peut nier la réalité. Il ne s'agit pas d'essayer de sauver notre peau en nous repliant sur nous-mêmes. Nous faisons le pari que d'autres, en de multiples endroits du monde, auront la même volonté. ■

marchés plus juteux de production de bois-énergie, de champs de panneaux photovoltaïques, de champs d'épandage pour l'agriculture hors-sol. Par « mettre le pied dans la porte » nous entendons que nous, habitants et habitantes de ce territoire, prenions enfin en main la question de la production

de notre propre nourriture, sans dévaster les sols, l'eau, et toute la diversité de la vie sauvage sans laquelle aucune survie n'est envisageable. Ce que nous voulons, c'est créer une foncière qui sera entre les mains des habitants et habitantes de la montagne : un outil qui permettra de réunir l'argent

TROIS GROUPES DE TRAVAIL À REJOINDRE

LE GROUPE EAU

Il essaye de réunir différentes forces actives sur le territoire et d'interpeller les habitant-es sur la question de la défense de la ressource en eau.

Après avoir informé sur les régies municipales d'eau potable, le groupe a organisé une enquête populaire sur le haut bassin de la Vienne au printemps 2021, puis mobilisé localement pour rejoindre la lutte contre l'accaparement de l'eau dans le Marais Poitevin. Une table ronde sur le sujet de la défense de la ressource en eau aura lieu à la Fête de la Montagne Limousine de Felletin, le samedi 24 septembre.

Pour rejoindre le groupe : eau@syndicat-montagne.org

LE GROUPE AGRICULTURE

Il regroupe des paysannes et des paysans installé-es ou en recherche sur le territoire ainsi que des personnes soucieuses de défendre un autre modèle agricole et alimentaire. Ce groupe a notamment co-organisé les deuxièmes rencontres sur l'élevage « À vos bêtes ! » qui ont eu lieu sur le plateau cet été (voir page suivante).

Pour se joindre à nous : agriculture@syndicat-montagne.org

LE GROUPE FONCIÈRE

L'objectif de ce groupe est de mettre en place la foncière dont il est question dans l'article, d'assurer son fonctionnement et ses voies de financement dans les deux années qui viennent afin de se donner un

levier fort pour la transformation de l'agriculture et des circuits alimentaires locaux.

Ce groupe organise notamment cet automne un voyage d'étude auprès de la Chambre d'Agriculture Alternative du Pays Basque pour alimenter son travail : Euskal Herriko Laborantza Ganbara (EHLG - chambre d'agriculture basque - en euskara, la langue basque) est une association créée en 2005 pour aider les paysans. Endossant le même rôle qu'une chambre d'agriculture départementale sans pour autant être reconnue comme un office public, elle encourage une politique agricole différente de celle des chambres officielles.

Pour mettre la main à la pâte : fonciere@syndicat-montagne.org

LES RENCONTRES « À VOS BÊTES ! »

Les 12, 13 et 14 août avaient lieu, sur la ferme du Goutailloux, à Tarnac, la deuxième édition des rencontres sur l'élevage, « À vos bêtes ! ».

Près de 150 éleveuses et éleveurs en activité ou en projet d'installation, venues de toute la France, se sont réunies à cette occasion pour partager leurs expériences et travailler à développer une autre approche de l'élevage aussi loin de l'élevage intensif, que du rejet

sans distinction de l'élevage porté activement par des mouvements vegan et anti-spécistes.

Diversité du vivant

De multiples intervenant-es ont déployé leur pratique de l'élevage du point de vue tant du rapport sensible aux animaux, que des synergies entre animaux d'élevage et vitalité des milieux naturels... Il a aussi été question d'un réseau de compagnonnage pour faciliter l'apprentissage des candidats et candidates à l'installation et la diffusion d'une conception de l'élevage « qui expérimente vers

un monde sans pétrole par des savoirs-faire adaptés à la diversité du vivant ». Un atelier nous a aussi permis d'échanger avec d'autres expériences locales de réappropriation du foncier agricole notamment dans le Marais Breton, où le réseau « Paysans de Nature » avec l'aide de la Ligue pour la Protection des Oiseaux et d'une Association pour le maintien de l'Agriculture Paysanne locale, ont pu récupérer près de 1500 hectares pour installer de jeunes paysannes et paysans porteurs d'une agriculture qui travaille avec et pour le vivant. ■



Le Syndicat rassemble des personnes, groupes ou associations de cultures diverses, plusieurs positions se côtoient, parfois se confrontent. Les textes qui suivent font état de réflexions et débats qui l'animent.

PERSPECTIVES RÉVOLUTIONNAIRES : PENSER LE SYNDICAT COMME UNE CONTRE - INSTITUTION

« Lors de l'assemblée constituante du Syndicat de la Montagne Limousine à l'automne 2019, une base commune a été énoncée autour de 6 points (voir page 2). Ceux-ci découlent d'un constat : le système capitaliste engendre inégalités, injustices et oppressions, appauvrit nos capacités intellectuelles et spirituelles, amenuise nos forces vitales, et tend à détruire l'essentiel des formes de vie sur Terre. Nous constatons jour après jour que les institutions étatiques sont inefficaces, injustes, dépossédantes et destructrices, mais nous constatons aussi jour après jour la nécessité de nous organiser collectivement pour subvenir à nos besoins essentiels : nourriture, eau, soins, énergie, transports, éducation, etc. Nous reconnaissons qu'il est nécessaire pour remplir ces fonctions de nous doter d'une forme politique constituée, claire, stable et légitime, que nous appelons institution. Nous avons fait le choix de nous organiser là où nous sommes pour élaborer cette forme politique. Nous pourrions la qualifier d'institution autonome (elle se donne ses propres règles), de contre-institution (elle se propose comme formelle et légitime), d'institution révolutionnaire (elle sous-tend un projet de transformation radicale du monde et peut toujours être réinventée)...

« Nous pourrions la qualifier d'institution autonome (elle se donne ses propres règles), de contre-institution (elle se propose comme formelle et légitime), d'institution révolutionnaire (elle sous-tend un projet de transformation radicale du monde et peut toujours être réinventée)...

Échapper au cynisme

Face aux difficultés à se nourrir et à se loger liées au changement climatique, aux pénuries énergétiques qui vont aller grandissant, l'échelle à laquelle nous pouvons agir et nous ressaisir de nos vies est celle des territoires. C'est-à-dire des géographies que nous habitons, que nous connaissons,



Photo Lou Nicollet

là où nous partageons des usages, des lieux, une mémoire, là où nous faisons quotidiennement l'expérience de nos relations.

L'Histoire nous montre que le capitalisme se renforce de tout ce qui ne le détruit pas et que le système est prêt à tout pour se maintenir. Nous disons que notre position est révolutionnaire parce qu'elle ne peut s'accommoder des institutions existantes et qu'elle repose sur des bases fondamentalement différentes de celles en vigueur : le partage, la dignité, la justice plutôt que la brutalité, la compétition et l'égoïsme. Il nous semble que c'est la seule position tenable, que cette position révolutionnaire est tout à fait digne d'être assumée et partagée. Et que nous le faisons trop peu.

Aujourd'hui, assumer une volonté révolutionnaire suscite plus souvent des incompréhensions et moqueries, que de réels débats. Il y eut pourtant des époques, des

lieux, il y en a et il y en aura encore, où cette idée était largement répandue et discutée. Pendant une longue période, depuis 1848 jusqu'à la conquête libérale des années 1980, un mouvement révolutionnaire s'est solidement constitué et organisé. Des insurrections européennes aux révolutions mexicaines, des grandes luttes décoloniales africaines et asiatiques, aux luttes féministes, un même souffle a parcouru les peuples du monde. Dans nos petites montagnes reculées, ce souffle s'est fait sentir aussi tout au long du siècle : exilé-es espagnol-es, paysan-nes communistes, maquisards d'ici et d'ailleurs, réfractaires à la guerre d'Algérie...

Depuis la fin 2010, une nouvelle vague insurrectionnelle a secoué le monde, d'abord avec les soulèvements du monde arabe, puis un peu partout, de l'Ukraine au Chili en passant par le Soudan. Des formes d'auto-organisation popu-

lares ont vu le jour, pour assurer à la fois la lutte et la subsistance quotidienne jusque sous les bombes. Cela a produit une génération qui sait la fragilité des ordres institutionnels en place, aussi bien que leur cruauté sans limites quand ils sont acculés à défendre leur pouvoir. L'exil massif provoqué par la répression féroce de ces insurrections a fini de rendre manifeste le caractère mondial de la situation. L'arrivée de certain-es de ces exilé-es jusqu'ici commence à nourrir une conscience commune, enrichie de toutes ces expériences. Nous apprenons les un-es des autres et parvenons même par endroits à partager nos rêves et nos préoccupations, à nous mettre ensemble en mouvement.

Avec les institutions : que faire ?

Il est arrivé que le Syndicat se trouve clairement en lutte contre les institutions, par exemple quand

nous nous mobilisons contre l'expulsion d'exilé-es, ou que sa légitimité soit purement et simplement niée (ce fut le cas après la marche pour des forêts vivantes d'octobre dernier). Il arrive aussi que le Syndicat travaille aux côtés de certaines institutions : pour répondre aux besoins de mobilité sur la montagne, il étudie les possibilités de moyens de transport avec les communes, les départements ; à l'occasion d'une fête dans le haut bassin de la Vienne, il a porté au débat public la question de la ressource en eau sur le territoire en réunissant les institutions locales aux côtés des associations et habitant-es.

Nous n'avons pas de position de principe sur nos rapports avec les institutions, en leur sein nous pouvons trouver nos pires ennemis comme de précieux alliés. Elles sont elles-mêmes traversées par la conflictualité, fabriquées par des

siècles d'Histoire, c'est-à-dire des siècles de luttes et de contradictions. Elles contiennent le Pouvoir, ce sur quoi le Pouvoir a cédé et comment le Pouvoir a intégré ce sur quoi il a cédé.

Pour mieux envisager notre rapport avec celles-ci, il nous faut considérer notre mouvement de façon dynamique, en lien avec le temps historique – puisqu'il s'agit bien d'un mouvement –, plutôt que porter des regards figés sur la situation. Qu'elle soit énoncée ou non, assumée ou non, la situation qui nous est faite est tout à fait conflictuelle, ne pas considérer cette conflictualité ne permet pas de l'éviter mais nous condamne à la subir.

Se donner forme : construire nos contre-institutions.

Ce qui permet à une institution de se maintenir dans la durée, ce n'est

pas la force, c'est la légitimité, c'est-à-dire la confiance populaire qui lui est accordée. En France la légitimité dont jouit l'État reste grande et, bien qu'il repose sur un long travail de dépossession et de colonisation, l'État-providence peut encore sembler protecteur. Pourtant, l'accès aux « services publics » est de plus en plus difficile et inégalitaire, les dispositifs de contrôle et de répression sont quant à eux renforcés et les manifestations brutalement réprimées, comme en a témoigné récemment la réponse de l'État aux soulèvements des Gilets Jaunes. La responsabilité du capitalisme dans la catastrophe écologique est aujourd'hui largement admise et le système politique actuel peine à convaincre de sa capacité à nous sauver du désastre...

La légitimité institutionnelle pourrait être à un point de bascule historique, car l'adhésion symbolique

générale est fragilisée en profondeur. C'est là un enjeu majeur pour nous : faire que la légitimité aujourd'hui accordée à l'État et ses institutions bascule vers les formes politiques autonomes, le Syndicat pour ce qui nous concerne ici.

Nous ne réussissons pas seuls. D'autres ailleurs luttent et s'organisent. Selon nos géographies et histoires singulières, nous avons bien des différences, mais nous avons un même ennemi aux multiples visages. Nous avons aussi une volonté et une aspiration en commun, le Syndicat de la montagne limousine est pour nous l'un des chemins qu'empruntent cette aspiration et cette volonté. Nous ne sommes pas radicaux, c'est la situation qui est radicale. Peut-être plus que jamais auparavant. »

En réponse

LES LEÇONS DU PASSÉ

« Il est clair que l'organisation actuelle du monde dominée par le capitalisme ne nous convient pas et que de plus en plus de personnes en sont maintenant convaincues sur toute la planète. S'attaquer de front aux États est suicidaire. Nous, pauvres péquins, ne sommes pas de taille à résister à tous les moyens dont ils disposent pour nous réduire. En revanche, nous organiser tranquillement pour nous autonomiser de l'État, prendre en mains tout ce qui concerne notre vie à l'échelle locale est faisable et constitue en soi un projet politique. Mais pourquoi

serait-il « nécessaire pour remplir ces fonctions de nous doter d'une forme politique constituée, claire, stable et légitime, que nous appellerions institution ? » Actuellement, le Syndicat de la montagne limousine a des contours flous. Que signifie « faire partie du Syndicat » ? Comment fait-on pour y entrer ? Où est son siège ? Qui sont les responsables ? Et bien justement il n'y en a pas, car ce sont les habitant-es qui y participent, et toutes leurs initiatives, qui sont le Syndicat. On entend dire sans cesse que tel mouvement de contestation a disparu faute d'organisation,

sous-entendu d'organisation verticale. Pendant des siècles, on n'a pas imaginé pouvoir changer le monde autrement qu'en destituant le pouvoir en place pour le remplacer par un autre, plus juste, plus vertueux, qui abolirait les injustices sociales. Or il n'est pas un seul exemple de révolution qui n'ait été trahie par le nouveau pouvoir. Notre ambition actuellement n'est pas de prendre le pouvoir, ou de le remplacer subrepticement, mais de le supprimer. Ce sur quoi nous devons réfléchir, c'est la façon de rendre le Syndicat plus visible et accessible aux personnes qui voudraient s'y in-

vestir. C'est aussi donner envie à de plus en plus de personnes de le rejoindre. Nous espérons que ce journal y participera. L'existence du Syndicat est d'ores et déjà bien connue (ou niée mais sa négation même prouve son existence). Il est donc déjà une institution mais c'est une institution insaisissable. En faire une contre-institution officielle n'apporterait rien de plus, sinon une nouvelle bureaucratie et un nouveau pouvoir qu'il nous faudrait sans doute combattre un jour ou l'autre. »

LES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE

FACE À L'AGRO-BUSINESS, DE LA SUITE DANS LES ACTIONS !

Interlude, coordination et vendanges sauvages.

Suite à la venue d'habitant-es du Marais Poitevin lors de la Fête dans le Chevelu de la Vienne organisée au printemps 2021, le Syndicat de la Montagne Limousine avait appelé à se joindre en nombre à la mobilisation organisée par Bassines Non Merci!, La Confédération Paysanne et Les Soulèvements de la Terre, à l'occasion du Printemps Maraichin contre les méga-bassines (manifestation contre l'accaparement de l'eau par l'agriculture intensive, en mars de cette année). C'est donc pour donner suite à cet engagement qu'une petite délégation du syndicat s'est rendue à l'interlude des Soulèvements de la Terre, moment de coordination à l'échelle nationale entre des luttes locales



Photo Est Républicain / Willy Graf

et des collectifs et réseaux d'appui à ces luttes locales pour penser et organiser de nouvelles saisons d'actions d'ampleur dans les mois à venir.

Participer à ce mouvement de mise en lien des luttes paysannes et de

luttes d'habitant-es contre l'artificialisation et l'accaparement des terres agricoles nous semble être un prolongement naturel de ce que nous essayons, comme d'autres ailleurs, de construire sur notre territoire. Ces rencontres qui avaient lieu, le dernier week-end

d'août, dans une ferme du Var, se sont joliment clôturées par une action organisée par la Confédération Paysanne du Var. Trois cents personnes se sont retrouvées pour des « vendanges sauvages » sur une vigne d'un grand domaine appartenant pour moitié au groupe financier LVMH de M. Bernard Arnault. Dans l'idée de « reprendre les fruits de l'accaparement », les manifestants ont ainsi activement dénoncé la financiarisation de l'agriculture. Le prochain acte de la lutte contre les méga-bassines aura lieu quant à lui dans le sud des Deux-Sèvres tout début octobre, là encore ne manquons pas à l'appel, « Pas une bassine de plus ! »

C'est en nous unissant depuis nos géographies respectives que nous serons plus fort-es face à l'agro-business. ■

BASSINES, NON MERCI !

MÉGA BASSINES : STOPPONS LE DÉMARRAGE DU PROCHAIN CHANTIER

C'est une mobilisation générale qu'il faut organiser, car ce que nous vivons est le début d'une véritable guerre de l'eau. Le Marais Poitevin est un territoire-test pour le déploiement des bassines. Ensemble, faisons front pour étouffer dans l'œuf ces projets.

Les bassines ne sont pas une solution... mais le problème

Stocker l'eau pour permettre l'arrosage en été: l'idée peut paraître de simple bon sens. Cette apparente simplicité est en réalité une arnaque... Les bassines sont de grands réservoirs (8 à 10 hectares), entourés de digues de 10 mètres de haut et tapissés de bâche plastique, on les remplit en pompant l'eau souterraine des nappes phréatiques. Non seulement, ensuite stockée en surface, une grande part de cette eau s'évapore (entre 20 et 60 %), mais surtout cette eau pompée est celle qui alimente les cours d'eau et

les zones humides. La généralisation de ces ouvrages entraînerait l'assèchement de régions entières et le Marais Poitevin, encore aujourd'hui deuxième zone humide de France, pourrait bientôt devoir changer de nom...

Pour arroser quoi ?

Dans les grandes plaines, l'agriculture industrielle est triomphante, c'est elle qui promeut les bassines. Des cultures destinées à l'alimentation d'animaux, eux mêmes souvent élevés hors-sol, parfois à l'autre bout du monde. À perte de vue des champs de maïs, arrosés en plein midi quand il fait 40 de-



grés... Et on nous parle de « bon sens »! C'est le désert qui avance: pas un arbre, pas une abeille, pas un oiseau...

De l'amont à l'aval, solidarité!

Le collectif Bassines Non Merci! a tout essayé pour stopper le désastre promis: participation aux concertations et enquêtes publiques, sensibilisation, grandes marches, travail avec des parlementaires et élu-es. Certaines de ces actions ont porté leurs fruits et la justice vient de confirmer l'annulation de l'autorisation

d'exploiter pour cinq bassines. Une victoire certes, mais après 14 années de combat judiciaire... Aujourd'hui, il y a urgence, les actions directes s'imposent. En mars dernier, 6000 manifestant-es – et 1500 gendarmes! – s'étaient rassemblés sur le site d'une future bassine. Alors qu'un chantier s'annonce, Bassines Non Merci! appelle à une nouvelle mobilisation massive très prochainement. Comme au printemps, le Syndicat organisera un départ groupé pour s'y rendre. L'eau est un bien vital et universel, c'est ensemble que nous la défendrons. ■

CHANGER DE CAP

QUAND DES DÉMARCHES D'HABITANT-ES SE CONNECTENT

Le Syndicat était invité le 28 août à Saint-Étienne par le Collectif Changer de cap qui organisait un séminaire sur les initiatives collectives d'habitant-es.

Il n'y a pas que sur la montagne limousine que nous nous organisons pour répondre aux défis qui s'imposent à notre territoire. Changer de cap a repéré un certain nombre d'initiatives similaires. Par exemple, au Pays Basque, Alda (« changer » en basque) se définit comme « un syndicat du quotidien, un syndicat des habitants des quartiers populaires. » Il travaille sur la question du logement, un véritable problème dans cette région hyper-touristique. Il

a mobilisé 8000 personnes lors d'une manifestation et a réussi à imposer des dispositions réglementaires qui permettent de limiter la transformation des logements en habitats de tourisme de type Airbnb. À Marseille, le C.H.O.3 (Collectif des habitants organisés du 3e arrondissement) est un syndicat tout-terrain né en 2020 pendant le premier confinement. Il se bat contre les injustices vécues par les habitant-es, défend leurs intérêts, les informe de leurs droits et transmet leurs demandes aux institutions. Là encore, le mal-logement est un véritable cheval de bataille. D'autres initiatives, de Saint-Étienne, Chambéry ou encore dans d'autres quartiers à Marseille, ont été ainsi recensées. Pour Changer de Cap « ces actions

tracent les contours d'une alternative globale, d'un changement de système reposant sur des valeurs de coopération, de solidarité et de partage, même si chacune a une portée limitée ». Il s'interroge sur les manières de renforcer les liens entre elles et de créer ainsi une dynamique commune. Interrogation qui nous a rappelé un débat du camp d'été du Syndicat de la montagne limousine auquel participaient des collectifs du Berry et du Poitou.

Une demande nous a même été clairement formulée par les membres de Changer de Cap: à quand une rencontre entre tous ces syndicats ou collectifs de France sur la montagne limousine? ■

à suivre

INCUPLÉ-ES DU 15 JUIN



Dernier épisode : malgré le vide de son dossier, la levée du contrôle judiciaire de Marie-Claire, ancienne directrice d'école de Gentioux, a encore été refusée. Ses avocats font appel de cette décision. Procédure interminable pour des personnes mises en examen depuis plus d'un an maintenant, dossier prétexte à la surveillance généralisée de toutes nos résistances... Ne laissons pas l'« antiterrorisme » saboter nos vies ! Informations et contacts : comite15juin@riseup.net et sur Facebook : [SoutienArrestations15juin](https://www.facebook.com/SoutienArrestations15juin)

> COMMENT REJOINDRE LE SYNDICAT ?

C'est un sujet de discussion inépuisable. Pourtant, si vous êtes d'accord avec les 6 objectifs du Syndicat (voir page 2)... vous en faites déjà partie !

> D'ACCORD MAIS... CONCRÈTEMENT ?

Concrètement vous pouvez :

- Recevoir la lettre d'information par email. Voir sur le site syndicat-montagne.org, rubrique **s'abonner**.
- Participer aux initiatives du Syndicat que l'actualité amène.
- Envoyer un message à syndicat-montagne@ilico.org.
- Participer aux rencontres, veillées, débats, camps d'été organisés régulièrement. Le nouveau groupe Liens (voir page 3) sera là pour vous accueillir au mieux.
- Contacter un ou plusieurs groupes thématiques (lors des rencontres ou par mail via le site) et contribuer à ses actions et réflexions.
- Lire le journal papier, le diffuser, communiquer des infos, les relayer, partager des expériences et donner votre avis.

> ET POUR SOUTENIR FINANCIÈREMENT ?

Ponctuellement ou tous les mois, votre soutien financier sera bienvenu quel que soit son montant.

C'est aussi une manière très concrète de rejoindre le Syndicat et de participer à ses actions.

Rendez-vous sur le site syndicat-montagne.org, rubrique **soutenir**. Une cagnotte HelloAsso y est ouverte.

DES RENCONTRES, DES DÉBATS, DES PROJETS...

Les 29, 30 et 31 juillet s'est déroulé au bord du lac du Chammet, à Faux-la-Montagne, le troisième camp d'été du Syndicat de la montagne limousine. Environ 200 personnes y ont participé.

C'est presque devenu une tradition. Hormis en 2021 où, pour cause de Covid et de pass sanitaire son organisation n'a pu avoir lieu, le camp d'été est depuis 2019 l'occasion de rencontres et de débats dans un cadre convivial.

C'est aussi un espace d'ouverture dans lequel des initiatives d'ailleurs viennent croiser leurs questions et leurs actions avec celles qui sont les nôtres. Cette année, des membres de la « Coopération intégrale du Haut-Berry » ou de la « Commune de Scévole » (Poitou) étaient là parmi d'autres. Cette dernière avait même apporté son chapiteau multicolore sous lequel de studieux ateliers ont pu se dérouler.

Entre baignades, repas, siestes et discussions informelles, il fut question de sujets d'actualité pour le Syndicat comme les projets d'OACAS (voir pages 8 et 9) ou de foncière agricole (voir page 10 et 11). Des ateliers sous forme de théâtre de l'opprimé ont mis en scène des situations de harcèlement ou de garde à vue. Le Planning familial a proposé des lectures sur les situations d'abus et abordé les manières de s'en sortir. Le journal que vous avez entre les mains est lui-même issu d'un atelier organisé au cours de ces trois jours.

Contre-institution

Avec quelques élus communaux du Plateau, un débat a eu lieu sur les stratégies qui peuvent être établies entre l'institution com-

munale, intercommunale voire régionale, et les initiatives de terrain et d'habitantes, comme celles portées au sein ou en parallèle du Syndicat de la montagne limousine. Celui-ci doit-il être pensé comme une institution

parallèle, voire une contre-institution ? Le débat est ouvert. Au niveau communal, une relative liberté d'initiative et d'action est possible, tant est qu'on se saisisse des pouvoirs qui sont conférés au maire – des pouvoirs dont ne se

servent cependant pas tous les élus. D'un autre côté, et dès le niveau intercommunal, d'anciens élus communaux ont témoigné d'une relative impuissance. Sous le coup de l'urgence, de l'injonction ou de la pression, ceux-ci

avaient plutôt l'impression de se faire les relais passifs de mesures imposées (réforme territoriale par exemple) que d'être acteurs de leur histoire et de porter les envies de celles et ceux qu'ils sont censés représenter...

Aller plus loin

Avant de se séparer, une dernière séance posait la question des alliances qu'il serait judicieux d'établir entre syndicats d'habitants, initiatives militantes, luttes et actions diverses sur le territoire national. Déjà, le syndicat est impliqué dans plusieurs réseaux qui dépassent la montagne limousine (voir pages 14 et 15). Le groupe Exilé-es est allé à la rencontre d'initiatives inspirantes dans le Sud-est de la France en mai, comme, avant la création du Syndicat, une délégation était allée visiter les syndicats de quartier de Barcelone. En octobre, le groupe Agriculture qui travaille sur le projet de foncière locale, se rendra au Pays Basque pour échanger avec des militantes de cette région qui lui présenteront leurs réalisations. Mais avec nos ami-es présentes lors de ce camp (du Haut-Berry, de la forêt de Scévole, de l'Aveyron, etc.), comment aller plus loin ? Sans s'engouffrer dans des démarches chronophages et dispersantes, il a paru intéressant de continuer le tissage de liens d'amitié et de solidarité en échangeant. Profiter par exemple de l'expérience de l'auto-école associative du Haut-Berry pour celle qui s' imagine ici. Se re-

filer les bons plans pour avancer plus vite dans tel ou tel projet. Des rencontres régulières chez les uns et les autres paraissent également un bon moyen d'approfondir l'interconnaissance, préalable indispensable à d'éventuels appuis, soutiens, actions. Ce camp était en l'occurrence une étape dans la construction d'un réseau informel, vivant et complice. ■

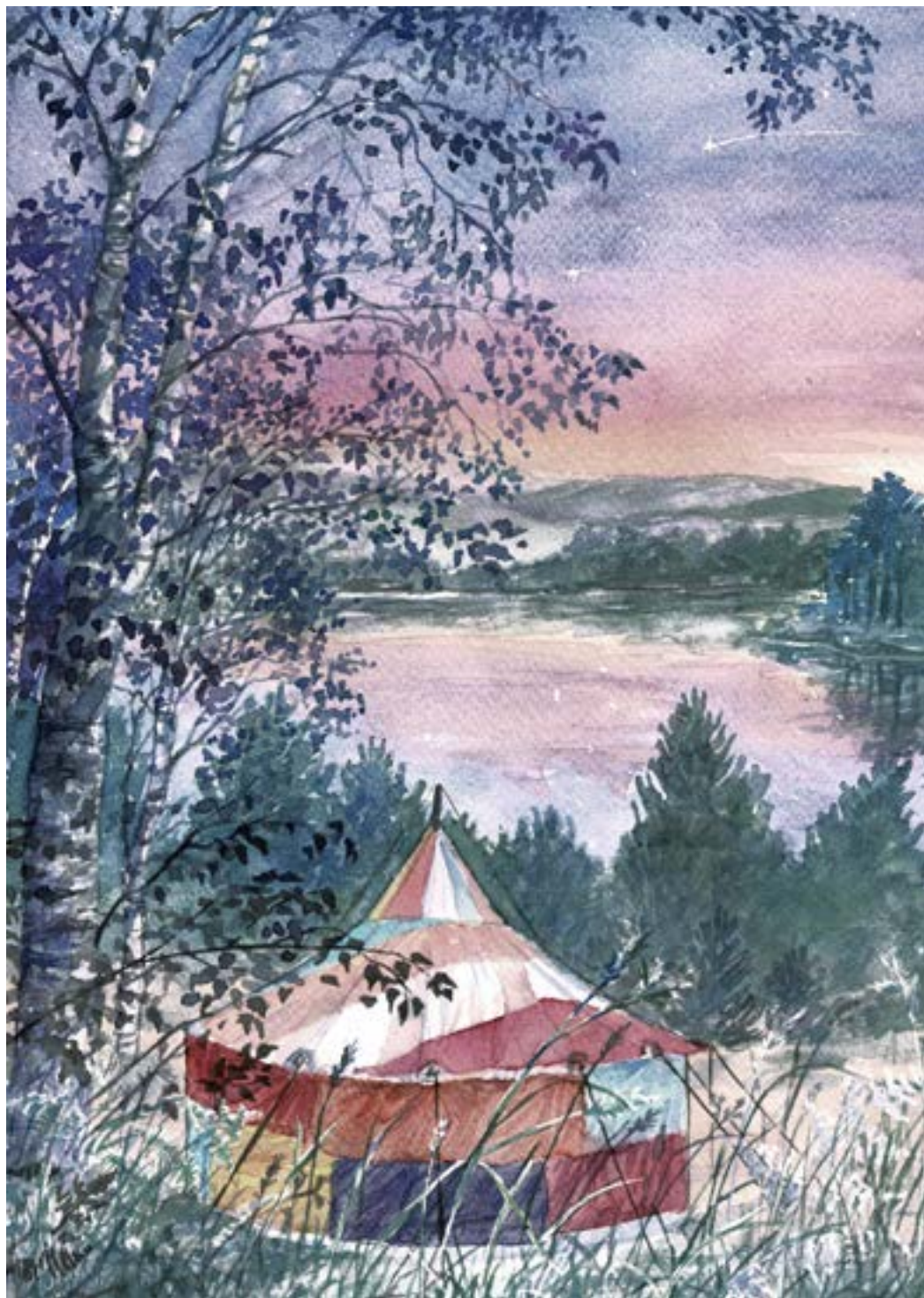


Illustration SML